

Ecrit par le 4 décembre 2025

Rentrée politique de la Présidente du Département de Vaucluse



C'est au Domaine Gigognan, à Sorgues que Dominique Santoni, aux côtés de Thierry Lagneau (respectivement présidente et vice-président du Conseil départementale de Vaucluse), a fait sa rentrée après s'être prise aux Jeux Olympiques et surtout aux Jeux Paralympiques auxquels elle est allée assister à Paris et à Saint-Denis. « C'était magnifique ce dépassement de soi des athlètes, cette ferveur des spectateurs, cette ambiance de fête, cette fraternité! »

Tour de France

Et d'enchaîner sur Le Tour de France 2025 « Nous sommes candidats pour qu'il passe par le Ventoux » a-t-elle confié. La dernière fois qu'on a vu la caravane arriver au sommet du Géant de Provence, c'était en 2016 et le dernier passage des champions sur ces lacets c'était en 2021, dans l'étape Sorgues-Malaucène après une double ascension. Réponse le 29 octobre pour le tracé dessiné par Christian Prudhomme, le directeur du Tour et son équipe.

[Le Ventoux au menu du Tour de France 2025 ?](#)

Ecrit par le 4 décembre 2025

Dette de l'Etat et dette des départements

Aussitôt après, il a été question de politique avec une polémique partie de Paris, alors que la France est en apesanteur depuis 3 mois, depuis la dissolution du 9 juin. Selon certains grands argentiers de l'Etat, les problèmes de déficit publics seraient dûs aux collectivités locales... Alors que la dette de l'Etat s'élève à 3 600 milliards d'euros et que celle des collectivités (dûe notamment à la non-compensation des frais induits par le RSA, la réduction de la Dotation Globale de Fonctionnement, la perte de la part départementale de la Taxe Foncière et tout au transfert de charges de l'Etat vers les collectivités territoriales) n'est que de 44 milliards d'euros soit 1,22% de la dette totale....

[Comment évoluent les dettes publiques ?](#)

Le RSA est une aide au retour à l'emploi

« Laissez-nous travailler, laissez-nous vivre, nous gérons à l'euro près, nos budgets ont l'obligation d'être à l'équilibre alors que celui de l'Etat est en déficit, que chacun balaie devant sa porte. En plus, l'Etat ne cesse de nous imposer des dépenses qu'il ne compense jamais » martèle la présidente. « Oui, nous voulons aider les gens qui en ont vraiment besoin, l'argent doit aller à qui de droit. Le nombre de bénéficiaires du RSA est passé en Vaucluse de 17 000 à 15 700 et le département a pu récupérer 10 millions d'euros en luttant contre la fraude. Alors que la charge nette pour le Vaucluse est passée de 24,2 millions d'euros en 2014 à 41,7 millions d'euros en 2024 pour le RSA. Mais l'important, c'est surtout le retour à l'emploi des Vauclusiens laissés sur le bord de la route. Leur taux a grimpé de 5% à 34% avec une étude au cas par cas de chacun, un suivi, des stages. D'ailleurs, nous sommes dans ce secteur le département le plus performant de la Région Sud » précise Dominique Santoni.

[Le Département de Vaucluse construit la nouvelle maison des personnes handicapées pour 2026](#)

Les recettes baissent mais surtout les dépenses initiées par l'Etat augmentent

Elle poursuit : « Nous avions anticipé, mis de l'argent de côté, réduit l'endettement. Avec l'Association des Départements de France, nous constatons une baisse des DMTO (Droits de mutation à titre onéreux), un renchérissement des coûts dû au Ségur de la Santé qui fait grimper de façon rétroactive le salaire de chaque soignant de 183€, ce qui est bien pour tous ces agents si dévoués envers les malades. Mais c'est encore à nous de mettre la main à la poche, l'Etat ne bouge pas. On nous demande aussi, dans les 41 collèges publics du département, de financer des casiers pour que les élèves déposent leurs smartphones. Pour un établissement moyen de 450 élèves, leur coût se situe entre 10 000 et 18 000 euros alors que l'Etat réduit son personnel de surveillance ».

Ecrit par le 4 décembre 2025

Immobilier en Vaucluse : rééquilibrage du marché en 2023

L'investissement ne s'arrêtera pas

Nombre de chantiers sont en cours : « Memento » à Agroparc, le pôle des Patrimoines avec les services des Archives et de l'archéologie, le réaménagement du Carrefour des Bonpas, la déviation de la Nationale 7 à Orange, le lancement des travaux de la future Maison de l'Autonomie. Mais aussi 38 millions d'euros ont servi à rénover les collèges et certains bâtiments du patrimoine. » Un sujet de satisfaction : le vélo. Il existe 152,5km de vélo-routes en Vaucluse. Des dizaines de milliers de personnes les ont empruntées, touristes, familles, pour les loisirs ou le travail.

Memento : la mémoire a de l'avenir en Vaucluse

Rester au service des vauclusiens

Malgré la morosité ambiante, l'inflation, le département investit, garde le cap. Avec un budget primitif de 767 millions d'euros pour les personnes âgées, les handicapés, les vauclusiens les plus démunis, les pompiers, la culture, l'éducation, le sport, les paysans, l'aménagement du territoire, les entreprises, le logement, la santé. Et derrière leur présidente, les 2 727 agents du département ont tous la même mission : être au service des Vauclusiens.

Le Rassemblement national boycotte l'assemblée départementale

Ecrit par le 4 décembre 2025



Les élus* RN (Rassemblement national) du Conseil départemental de Vaucluse ont décidé de ne pas assister à la prochaine séance publique du Département qui se tiendra demain matin.

« Nous ne comprenons pas que des élus puissent se réunir physiquement en assemblée quand par ailleurs des milliers de commerçants et libéraux se sont vus interdire par le gouvernement la possibilité d'exercer leurs activités au seul motif que la présence de la clientèle dans leurs établissements serait un vecteur de propagation du covid-19, Hervé de Lepinau, conseiller départemental du canton de Carpentras. Aussi, par solidarité avec les commerçants, restaurateurs, libéraux, en bref les 'non essentiels', mais aussi les nombreux croyants privés de la possibilité de pratiquer librement leurs culte, nous avons pris la décision de ne pas nous rendre dans l'hémicycle vendredi prochain. La cohérence l'exige. »

Avec ce boycott, les élus RN entendent dénoncer le fait que les commissions départementales se soient réunies ces derniers mois en visioconférences sans pour autant que ce mode de fonctionnement soit retenu pour les séances publique à venir. « Les mêmes causes devant produire les mêmes effets, il nous semble que le Département ne devrait pas faire exception dans l'organisation matérielle de nos réunions, si ce que nous assène chaque jour le gouvernement est vrai », conclut le conseiller départemental carpentrassien.

*Danielle Brun, Hervé de Lepinau, Joris Hébrard, Marie Thomas de Maleville

Ecrit par le 4 décembre 2025

(vidéo) Jean-Baptiste Blanc, vice-président du Conseil départemental de Vaucluse : « Il faut réussir le déconfinement »

[Jean-Baptiste Blanc](#), vice-président du [Conseil départemental de Vaucluse](#), figure parmi les représentants* du groupe de réflexion de l'[ADF \(Assemblée des départements de France\)](#) concernant la stratégie de déconfinement à mettre en place à partir du 11 mai prochain..

A ce titre et alors que le 1^{er} ministre doit dévoiler le détail des modalités de cette sortie de crise, ce juriste, qui est aussi président de la commission finances, modernisation de l'action publique du Département, a adressé à Jean Castex, 'Délégué interministériel au déconfinement', [une note de 6 pages intitulée 'Tester, tracer et mieux isoler'](#).

Une nouvelle décentralisation pour davantage de souplesse

Dans ce document, l'élu cavaillonnais estime que cette crise a révélé « plus que jamais, une absence de décentralisation que laisse apparaître l'abîme sanitaire entre la France et l'Allemagne ». Craignant « qu'un déconfinement raté soit fatal pour le pays », il prône « une nouvelle déconcentration managériale de l'urgence du système de santé français autour des préfets de département et d'un référent Covid-19 pour réussir la surveillance de la circulation du virus » ainsi qu'un « déconfinement à la carte par département avec en cas de résurgence, une mise en place de micro confinements en fonction du lieu de vie du virus ».

Les élus locaux doivent pouvoir adapter la norme

« Il convient d'assouplir temporairement la loi Notre du 7 août 2015 qui fixe la répartition des compétences évoquées, poursuit Jean-Baptiste Blanc. Dans ce contexte de crise sanitaire historique, il convient que les régions et les départements puissent, pendant 1 an, prendre toutes dispositions dans le cadre de leurs compétences respectives sur leur territoire. Les assemblées compétentes doivent pouvoir décider à titre correctif ou préventif de l'exonération totale ou partielle d'impôts locaux ou de la part concernée à des personnes physiques ou morales ayant subi les conséquences du Covid-19. De même, elles doivent pouvoir décider d'éventuels reports des mises en recouvrement de toute imposition locale dans la limite de 3 ans. Enfin, les élus locaux doivent pouvoir, de façon temporaire, adapter les normes. »

Egalement président de [Mistral habitat](#), Jean-Baptiste Blanc évoque aussi les conséquences et l'actualité de la pandémie sur l'activité du bailleur social du Conseil départemental de Vaucluse.

Ecrit par le 4 décembre 2025

Entretien avec cet avocat qui espère qu'à l'issue de cette crise nous aurons appris « à vivre de manière plus sobre et plus exemplaire. »

- **Quelles décisions prendre pour que le déconfinement soit une réussite ? (0'22'')**
- **Comment donne-t-on plus de pouvoir aux élus locaux ? (0'53'')**
- **Plus de souplesse pour des décisions plus efficaces ? (3'39'')**
- **Quelles conséquences pour le Vaucluse ? (4'03'')**
- **Quel Vaucluse après le déconfinement ? (4'47'')**
- **Mistral habitat à l'heure du confinement ? (5'55'')**
- **Chez Mistral habitat aussi un déconfinement à préparer ? (7'06'')**
- **Des masques pour les salariés, mais aussi pour les locataires ? (7'41'')**
- **Comment vivre l'après ? (7'56'')**
- **Répondre différemment aux défis de la fin de vie (9'18'')**

*Outre Jean-Baptiste Blanc, le groupe de réflexion de l'ADF sur le déconfinement regroupe les présidents des départements du Val d'Oise (Marie-Christine Cavecchi), de la Saône-et-Loire (André Accary), des Deux-Sèvres (Gilbert Favreau), de la Meurthe-et-Moselle (Mathieu Klein) et du Puy-de-Dôme (Jean-Yves Gouttebel) ainsi que de les DGS (Directeur général des services) de la Moselle, de l'Oise, du Rhône, du Calvados, du Gard, de l'Ille-et-Vilaine et de la Loire-Atlantique. Un groupe dans lequel participe également Pierre Monzani, préfet et directeur général de l'ADF.

“Paroles de Décideurs” est une coproduction de [l'Echo du Mardi, Jour8](#) et [Ventoux Magazine](#).